



Compte rendu de congrès

Février 2005

© MINEFI – DGTPE Prestation réalisée sous système de management de la qualité certifié AFAQ ISO 9001

CERAWeek 2005 : sécuriser le futur énergétique

Une fois de plus, CERA Week a réuni à Houston du 14 au 17 février, tout le gotha de l'énergie. Si le Moyen-Orient est apparu plus discret, en dépit des craintes pesant sur l'Iran, c'est la Chine, l'Inde et la Russie qui ont attiré le regard.

Optimistes sur la situation pétrolière, convaincus par le GNL, les experts du CERA et les intervenants ont souligné l'importance de la diversification des sources de production accordant un intérêt particulier à l'énergie nucléaire.

Optimisme sur le pétrole

Auteurs de l'article

Christophe Bélorgeot

Chef de secteur pétrole et gaz

christophe.belorgeot@missioneco.org

Jérôme Rolland

Chef de secteur électricité

jerome.rolland@missioneco.org

Denis Simonneau

Chef de Mission Economique

denis.simonneau@missioneco.org

Bernard Riehl

Adjoint

bernard.riehl@missioneco.org

Grâce à une forte augmentation de la production et un ralentissement de la croissance de la demande, CERA prévoit une relative détente des prix pour 2005.

Les prévisions du CERA en matière de **capacité mondiale de production de pétrole** sont chaque année attendues avec une certaine impatience par la profession. Celles de cette année auront sans aucun doute marqué les esprits car **la barre des 100 Mb/j en 2010 a sonné comme un défi aux acteurs de l'amont pétrolier** alors même qu'ils peinent à augmenter leur production. Pour y parvenir, dans un contexte où le pétrole est de plus en plus difficile à trouver, l'industrie va devoir dégager, hors déplétion naturelle des gisements en activité, 16 Mb/j de capacité supplémentaire. Ce formidable défi devrait être couvert à peu près à parts égales entre les pays de l'OPEP (+ 8,9 Mb/j) et les non-OPEP (7,6 Mb/), dont :

- une augmentation de la capacité de production de l'Iran, de l'Iraq et du Nigeria de 1 Mb/j chacun ;
- 2,5 Mb/j de capacité additionnelle en mer Caspienne ;
- une forte croissance de la production de pétroles lourds et extra-lourds ;
- la poursuite des développements en offshore profond (Brésil, golfe du Mexique et golfe de Guinée) 6 des 16 Mb/j supplémentaires ;

Le cas de l'Arabie Saoudite a longuement été évoqué lors de l'intervention du Président-Directeur Général de Saudi Aramco, M. Aballah S. Juma'ah. Ce dernier a rappelé que son pays avait toujours déployé d'importants efforts pour conserver au moins 1 Mb/j de capacité de production excédentaire et assurer ainsi une certaine stabilité au marché pétrolier. Il a ajouté que sa compagnie avait les moyens d'atteindre progressivement une production de 15 Mb/j et de la maintenir à ce niveau pendant plus d'un demi-siècle.

On voit bien avec ces quelques chiffres que la question du tarissement de la production pétrolière (Peak of Oil) n'était pas à l'ordre du jour à Houston, d'autant plus que l'apport des technologies, soulignées par le CEO de Microsoft, Steve Balmer, laisse envisager de nouveaux progrès du côté de la production. Sur ce point, Steve Balmer rejoignait l'analyse des consultants du CERA qui ont insisté sur l'invasion des technologies de l'information dans le secteur de l'amont pétrolier. Depuis quelques années, l'émergence des concepts de « e-field », « smart-field » ou encore « DOF – Digital Oil Field » correspond à une digitalisation accrue de l'ensemble des procédés et équipements de l'amont pétrolier. Cette évolution s'accompagne de questions auxquelles l'industrie va devoir trouver rapidement des réponses : comment analyser cette pléthore de données ? Qui doit contrôler la production qui est de plus en plus informatisée et digitalisée : les ingénieurs pétroliers ou les informaticiens ?

Côté demande, l'exceptionnelle croissance enregistrée en 2004 a fait l'objet de nombreux débats. **La forte hausse de 2,5 Mb/j, comparée à 1,2 Mb/j en moyenne chaque année sur la dernière décennie, a bien évidemment surpris tous les observateurs.** Si la demande mondiale devait continuer à progresser à ce rythme en 2005, nul doute que la tension observée sur les prix en 2004 persisterait, mais, comme le rappelait un analyste du CERA, il faut rester très prudent. Il n'est pas sûr que le monde soit entré dans une période de forte croissance de la consommation et le niveau de croissance observé en 2004 était le plus important depuis 1976.

S'agissant **des prix du brut, le CERA entrevoit un tassement en 2005.** Le nouveau plancher implicite du panier OPEP, depuis l'abandon de la fameuse bande 22 – 28 \$/b, est dorénavant de 35 \$/b, soit environ 40 \$/b pour le WTI, brut de référence américain. Une modération de la croissance de la demande, combinée à une accélération de l'offre, pourrait ramener le WTI au dessous de 40 \$/b en 2005.

Les prix records observés en 2004 n'ont finalement pas beaucoup affecté l'économie mondiale grâce à la combinaison d'une intensité pétrolière plus faible que dans les années 70, d'une croissance économique mondiale soutenue et d'une dépréciation du dollar. A priori, **l'économie mondiale devrait pouvoir encore absorber un prix relativement élevé du brut en 2005.**

Par contre ces prix ont permis aux compagnies de réaliser en 2004 des bénéfices record, au point qu'un des ateliers de la conférence du CERA avait pour thème « **Que faire de son cash ?** ». A la fin 2004, la somme des liquidités des majors atteignait 28,9 Milliards \$ soit 90% de plus que l'année précédente. Dès lors, plusieurs possibilités s'offrent aux firmes qui veulent réinvestir leurs liquidités : « toiletter » le compte d'exploitation en remboursant des dettes, accroître les dividendes pour récompenser les actionnaires, racheter ses propres actions pour faire monter les cours ou procéder à des acquisitions de réserves.

Pour les compagnies indépendantes présentes et notamment John MORGAN, Président d'Occidental et Stephen HURLEY, le président de HUNT OIL, les majors font preuve actuellement d'une grande timidité à investir dans l'exploration, la seule vraie création de valeur, à ses yeux. « Tous les majors veulent vendre du gaz aux Etats-Unis mais peu sont résolus à aller le chercher ». Forçant un peu le trait, ils regrettent que l'investissement dans l'exploration soit, pour la majorité des compagnies pétrolières, la dernière alternative pour utiliser leurs liquidités. Il est vrai que le forage est une activité à risque, d'un rapport aléatoire et demandant des engagements sur le moyen terme, des caractéristiques qui n'attirent pas spécialement les banquiers et les investisseurs. Si ces derniers applaudissent plus généralement des opérations d'acquisitions de réserves à New-York ou en Russie, un intervenant a

cependant rappelé que les opérations de fusion-acquisition n'ont jamais abouti à de la création supplémentaire de réserves.

Enfin, si l'**industrie du raffinage** a réalisé des marges élevées en 2004, elle sera confrontée, au cours des prochaines années, non pas à un approvisionnement en pétrole de plus en plus lourd comme l'a montré Edward Galante, Président d'Exxon Mobil Raffinage, mais plutôt, à une **demande de plus en plus orientée vers des produits légers**. Quoi qu'il en soit, Edward Galante croit en la résilience de l'industrie du raffinage et dans sa capacité d'adaptation à un nouvel environnement. Et de citer l'exemple américain : depuis le début des années 80, le nombre de raffineries aux Etats-Unis a diminué quasiment de moitié mais, dans le même temps, la capacité américaine de raffinage n'a baissé que de 10%, le taux d'utilisation des raffineries est passé de 70% à plus de 90 % et la production de produits raffinés a augmenté de 25%. Si l'outil de raffinage américain fonctionne en flux tendu, pesant comme on l'a vu en 2004 sur les prix du brut, il continue cependant de répondre aux divers défis auxquels il est confronté, notamment grâce à l'apport de nouvelles technologies -en particulier dans le domaine des catalyseurs- et de nouveaux débouchés (polymères, lubrifiants, etc.).

S'agissant de la construction d'une nouvelle raffinerie aux Etats-Unis, après plus d'un quart de siècle d'inactivité en la matière, Edward Galante a affiché son pessimisme. Pour lui, la demande américaine en produits pétroliers pourrait plafonner vers 2015-2020. Dans ce contexte, comment justifier l'investissement et la rentabilité d'une nouvelle raffinerie dont la construction serait décidée aujourd'hui mais qui ne pourrait voir le jour que dans 8 à 10 ans ? A une logique environnementale, le représentant d'ExxonMobil oppose, comme il l'a dit, une logique économique, déclarant qu'il fallait laisser le marché décider et que les investissements, dans un marché libre (free market), iraient vers les meilleures opportunités.

Engouement confirmé pour le GNL et percée du GTL

Le succès du GNL observé depuis plusieurs années lors de CERA Week ne s'est pas atténué cette année, bien au contraire. Le GNL aura encore une fois été la grande vedette de ce congrès, son développement rapide apparaissant comme la véritable variable d'ajustement du marché américain et le vecteur de la globalisation d'un marché mondial qui pour l'instant repose sur une structure tri-régionale faiblement interconnectée (Amérique du Nord, Europe, Asie).

La multiplication des terminaux de regazéification aux Etats-Unis (49 projets recensés, « Combien de nouveaux ce soir ? » plaisantait un orateur), malgré les difficultés d'implantation, **devrait résoudre, à moyen terme, la problématique de l'approvisionnement**. A cet égard, Pat Wood, Président de la FERC (Federal Energy Regulatory Commission) a déclaré que son agence donnerait vraisemblablement plus de permis d'autorisation de construction de terminaux que le marché n'en avait besoin et que c'est ce marché qui déciderait, selon des critères qui lui sont propres, lesquels seraient effectivement construits. Le paradoxe d'une surcapacité possible de regazéification à moyen terme en Amérique du Nord a même été évoqué par certains, témoignant d'une nette évolution du secteur depuis 3 ans.

Si la majorité des projets sont localisés à terre, plusieurs d'entre eux sont situés en mer. C'est notamment le cas du projet Gulf of Mexico Energy Bridge de la société Excelerate Energy dont la présidente, Kathleen Eisbrenner, a profité de la tribune qui lui était offerte pour le présenter. Excelerate Energy est née de la reprise, en décembre 2003, du projet Energy Bridge d'El Paso, par le milliardaire de Tulsa, George Kaiser. Ce dernier y a déjà investi 700 M\$. Excelerate Energy, avec la participation des sociétés APL et Exmar, vient d'installer au large du Texas une bouée sous-marine, reliée à un réseau de pipelines et capable de se connecter à un tanker regazéificateur de 138.000 m³. Ce projet est d'ores et déjà opérationnel. Le premier tanker vient de quitter l'Indonésie à la mi-février et devrait arriver dans le golfe du Mexique à la mi-mars pour ce qui sera la première livraison de GNL aux Etats-Unis en dehors des 4 terminaux de regazéification existants.

En revanche, en amont de la chaîne, **l'accès limité aux réserves gazières majeures pour les compagnies internationales et les obstacles au développement des projets de liquéfaction pourraient constituer le véritable goulot d'étranglement du système.** Le support des gouvernements des pays hôtes, la fiscalité des projets, la mise en place du partenariat entre les compagnies, la définition des termes contractuels ou encore le financement des ces installations très capitalistiques sont autant de contraintes pesant sur de tels projets.

A court terme, les prix du gaz devraient donc rester volatils et élevés et l'équation gazière américaine n'est pas encore résolue. Si, lors de l'édition 2004, l'appel vibrant du patron de Dow Chemical avait quelque peu glacé l'enthousiasme de l'assistance, ce rôle a été repris cette année par Alexander Landia, du cabinet Accenture qui a rappelé que, s'agissant des Etats-Unis, chaque dollar supplémentaire par Mbtu équivalait, pour l'industrie pétrochimique, à un surcoût annuel de 4,2 milliards de dollars. Si le bas cours du dollar et la forte demande asiatique en produits pétrochimique ont permis à cette industrie de bien se comporter en 2004, cela pourrait ne pas durer et une délocalisation vers les pays producteurs désireux de s'imposer également sur ce segment pourrait s'opérer progressivement.

Parallèlement, le **GTL** (Gas to Liquids ou procédé de transformation du gaz naturel en produits pétroliers liquides) a été l'objet de nombreuses présentations notamment de la part des pétroliers (ExxonMobil, Shell) et des pays producteurs (Qatar). Jack Jacometti, Vice-President de Shell Gas and Power, a donné les raisons de cet engouement pour le GTL, à savoir :

- un intérêt économique : le GTL permettra de valoriser des réserves de gaz aujourd'hui non commercialisables car trop éloignées des zones de consommation ou des grands axes d'acheminement ;
- des justifications environnementales : d'une part le gazole produit présente de meilleures caractéristiques que toutes les normes actuellement en vigueur, y compris en Californie, car au-delà de son indice de cétane élevé, il ne contient ni soufre ni composés aromatiques ; d'autre part certains pays sont en passe, pour diminuer leur génération de gaz à effet de serre, d'interdire le torchage du gaz associé à la production de pétrole sur les champs ;
- des progrès technologiques : les nombreux travaux de R&D réalisés ces dernières années, notamment dans le domaine des catalyseurs ont mené à des avancées remarquables en la matière ;
- une diversification de l'approvisionnement, le GTL étant de plus à la base du développement des procédés de liquéfaction du charbon et de la biomasse (CTL et BTL) ;

Aujourd'hui, le GTL est un complément au GNL en termes de valorisation des ressources gazières et apparaît comme le pont vers les carburants automobiles renouvelables du futur.

Diversification de la production électrique

Les sessions sur l'électricité étaient largement dédiées aux stratégies d'investissements attendues à moyen terme dans l'industrie électrique américaine. Dans un contexte de surcapacité de production et de fragilité financière des opérateurs, la consolidation du secteur devrait se poursuivre. La croissance externe des entreprises devrait s'accompagner d'une diversification de leurs actifs afin de limiter les risques actuels liés principalement à la volatilité des prix des énergies fossiles et aux contraintes d'approvisionnement prévues d'ici à 2010. La politique attentiste du gouvernement américain devrait prendre fin, même si la « nécessaire » loi sur l'énergie tarde à être adoptée par l'administration américaine. Les experts pensent que de nouvelles orientations politiques vont favoriser le déploiement de nouvelles technologies et accélérer l'essor des énergies renouvelables sur le marché nord-américain.

⇒ Le gaz, vecteur de croissance et d'incertitude

Représentant plus de 95% des nouvelles capacités de génération construites depuis 1995 aux Etats-Unis, les centrales à gaz assureront le développement du parc de production à court terme. La hausse des cours du combustible, conjuguée aux contraintes d'approvisionnement, est cependant de nature à freiner l'utilisation des technologies thermiques. Selon les analyses du CERA, le gaz est compétitif tant que son cours reste en dessous de 6 USD/Mbtu. L'extrême volatilité enregistrée ces trois dernières années n'est cependant pas de nature à rassurer les investisseurs qui pourraient privilégier de nouvelles technologies de production à moyen terme. L'avenir des centrales à gaz dépendra aussi largement des futures importations de GNL, sensées pallier le déficit de production de gaz naturel du pays et sécuriser les approvisionnements.

⇒ Le charbon, pilier de la production américaine

Les centrales fonctionnant au charbon assurent la moitié de la production d'électricité aux Etats-Unis et resteront incontournables compte tenu des fortes réserves du pays. Si les problématiques environnementales et de transport entravent son développement dans de nombreux états du sud, à l'exception de la Californie, du Texas, et de la Floride qui souhaitent diversifier leurs matrices énergétiques, le charbon restera l'énergie de choix pour le renouvellement des centrales existantes proches des bassins d'extraction. Le développement du charbon propre et des nouvelles technologies de gazéification du charbon, notamment celles incluant la séquestration du CO₂, font partie des priorités de l'administration Bush et devraient prendre le relais pour préserver la prépondérance de ce combustible sur la scène énergétique américaine à moyen terme.

⇒ La relance du nucléaire plébiscitée

Mises en avant par Jeff Immelt, Président de General Electric, et par Pat Wood, Président de la FERC (Federal Energy Regulatory Commission) comme des éléments

indispensables au développement de l'industrie électrique américaine, la diversification des sources de production et l'investissement dans les nouvelles technologies apparaissent incontournables pour limiter les risques et relever les nouveaux défis d'un secteur trop dépendant des cours des énergies fossiles.

Un large consensus s'est ainsi dégagé des différentes sessions sur la place du nucléaire dans la politique de sécurité énergétique prônée par l'administration américaine tant pour ses performances économiques que pour ses vertus environnementales. A ce propos, le modèle de développement énergétique français a par ailleurs été fréquemment cité, avant d'être présenté plus en détail par Bruno Lescoeur, directeur général adjoint d'EDF. Si les conditions semblent désormais réunies pour envisager la mise en service de nouveaux réacteurs aux Etats-Unis, y compris une acceptation croissante du public, le CERA note que le développement du secteur repose aujourd'hui essentiellement sur une prolongation des licences d'exploitation du parc existant. Il est peu probable que de nouvelles centrales voient le jour avant 2020.

⇒ Montées en puissance des énergies renouvelables et de l'éolien.

Qualifiées de niches il y a encore deux ans, les énergies renouvelables continuent leur progression dans le paysage énergétique américain. Alors que les états se mobilisent massivement en faveur des technologies de production verte, 19 états fédérés ayant décidé d'adopter des objectifs de production d'électricité d'origine renouvelable, les analystes du CERA s'attendent à ce que les autorités fédérales renforcent la législation en vigueur sur les émissions, engendrant des investissements d'un montant global de 50 milliards de dollars d'ici à 2010, absorbant ainsi une grande partie des liquidités des entreprises américaines.

Simultanément, l'engouement pour l'éolien se poursuit comme en témoignent les importants développements de l'ouest du Texas. Comme l'a souligné Jeff Sterba, Président de PNM Ressources, face à une demande croissante de la part des consommateurs, le marché arrive à maturité et s'avère économiquement viable. Les autres technologies continuent de se développer mais restent dépendantes des forts taux de subventionnement accordés par l'administration américaine. Avec 18 USD par MW investi en moyenne par les pouvoirs publics au Etats-Unis, le dispositif de soutien accordé aux énergies renouvelables (PTC) demeure la condition sine qua non pour assurer leurs émergences.

⇒ Regain d'intérêt pour l'ouverture à la concurrence des marchés

L'échec californien et le black-out du Nord-Est des Etats-Unis semblent désormais oubliés. La dérégulation des marchés est de nouveau à l'ordre du jour, avec un modèle qui, selon la profession, a fait ses preuves : le Texas. Présenté par Paul O'Malley directeur de TXU Energy, le succès de la dérégulation du marché de détail au Texas ne fait, selon ses dires, aucun doute. L'attractivité des investissements liée à l'ouverture à la concurrence a permis d'augmenter les capacités de production de plus de 22 GW depuis l'année 2001 et d'amortir la hausse des prix du gaz compte tenu de l'ampleur de l'offre sur ce marché. Quatre états américains pourraient ainsi suivre l'exemple texan et étudier de nouveau la libéralisation de leur marché de détail. La Louisiane, l'Arkansas et le Vermont pourraient ainsi rejoindre les 16 autres états ayant opté pour la libéralisation de leurs marchés de détail, la Californie pourrait reprendre son programme suspendu en 2001.

Enfin, on notera que la question des investissements dans les réseaux de transmission a été très peu abordée cette année, malgré les enjeux cruciaux de la branche pour la sécurité du système. L'engouement affiché ces dernières années pour l'hydrogène semble également retombé, compte tenu du manque de visibilité pour la profession de son développement à long terme. L'énergie hydraulique, qui représente pourtant une alternative aux contraintes environnementales dans certains Etats de la fédération, était totalement absente des débats.

Une attention portée à l'Extrême plus qu'au Proche Orient

Alors que les éditions précédentes avaient été marquées par l'attention portée à l'Irak à la veille puis pendant la guerre, ce sont plutôt la Chine, l'Inde et la Russie qui ont fait, pendant ces trois journées, l'objet de plusieurs présentations et de nombreux commentaires de la part des différents intervenants.

⇒ Irak, Iran, Palestine, trois situations mouvantes mais pas désespérantes.

Selon le Dr Phebe Marr de l'US Institute for Peace, les élections irakiennes ont provoqué une situation politique nouvelle, mais la situation sur le terrain demeure préoccupante. La prochaine étape est l'adoption de la nouvelle constitution qui doit résoudre les questions relatives aux minorités (kurde et sunnite), au fédéralisme, au poids donné à la religion et au maintien de la sécurité. Selon l'orateur, le progrès des revendications identitaires et l'évolution vers le régionalisme qui affaiblirait l'état central peuvent inquiéter.

En Iran, la population des «abadgarans», c'est-à-dire des «développeurs», conservateurs sur le plan politique, plus jeunes et assez libéraux sur le plan économique, aspire à faire de son pays un acteur économique et technologique majeur sur la scène internationale, selon Siamak Namazi de Atieh Behar Consulting. La disparition de Saddam Hussein, ennemi traditionnel de l'Iran est un soulagement. La population reste sereine par rapport aux menaces américaines. Sur le plan international, l'Iran poursuit son rapprochement avec la Russie, l'Inde et la Chine et son dialogue avec l'Union Européenne.

James Placke du CERA, qui intervenait au lendemain de la disparition de l'ancien Premier Ministre libanais, a estimé que la question syrienne demeurait un sujet de préoccupation vis-à-vis, non seulement du Liban, mais de l'Irak. Les efforts israéliens et palestiniens méritaient d'être vérifiés, « car, jusqu'à présent, aucun projet de paix n'a abouti ». Même constat pour l'Arabie Saoudite où les premières élections représentaient une avancée démocratique qui méritait d'être poursuivie. Enfin, s'agissant de l'Iran, l'ancien diplomate américain mettait en garde les Etats-Unis et Israël sur la différence de nature de l'arsenal en présence comparé à celui de l'Irak.

⇒ Chine, Inde et Russie, nouveaux acteurs.

La Chine avec une croissance de sa consommation pétrolière inattendue et exceptionnelle de 16 % en 2004, soit + 930.000 b/j, a absorbé à elle seule 35 % de l'augmentation de la demande mondiale. Si le Chinois consommait autant qu'un habitant des Etats-Unis, toute la production pétrolière y passerait, notait un participant. Les experts du CERA prévoient un ralentissement de la croissance chinoise en 2005, mais elle devrait tout de même s'établir à 8,5 %. La Chine, notait

l'économiste Jeffrey Garten, est devenue le centre mondial de l'industrie ; dans quelques temps elle pourrait devenir le centre mondial des technologies de l'information. Aujourd'hui 25% des PhD dispensés aux Etats-Unis sont obtenus par des chinois et la plupart d'entre eux, plutôt que de rester aux Etats-Unis, repartent vers leur pays.

En Inde, la demande augmente de 4% par an. Elle croît deux fois plus vite pour le gaz que pour le pétrole en raison des investissements réalisés pour la production électrique. Dans ces conditions, l'Inde apparaît comme un nouveau compétiteur majeur des Etats-Unis et de l'Union Européenne pour l'accès aux ressources du Moyen-Orient et de l'Asie centrale.

La Russie, qui abrite les premières réserves d'hydrocarbures de la planète, continue de susciter convoitise, méfiance et interrogations. La reprise en main du secteur pétrolier par l'administration Poutine, la saturation du réseau de transport et d'exportation et un régime fiscal défavorable lorsque le prix du baril est élevé sont autant de freins à l'attraction des capitaux occidentaux dans le pays. Pourtant, le dialogue énergétique russo-américain semble se poursuivre comme le montre le rapprochement entre ConocoPhillips et Lukoil qui est devenue, depuis les difficultés de Yukos, la première compagnie russe. Son Président, Vaghit Alekperov, a appelé à une plus grande implication des compagnies étrangères en Russie. Interrogé sur l'Irak, il a confirmé dialoguer avec les nouvelles autorités, avoir ouvert un bureau de représentation et travailler sur la formation des techniciens locaux. « Nous pensons avancer cette année », a-t-il conclu, apparemment confiant.

Cet optimisme a été confirmé par N. Bogachev, Président de Tambeyneftegas, qui a fait observer qu'après Trinidad et Tobago, les îles Sakhaline représentaient le plus court chemin pour importer du GNL vers les Etats-Unis. Le responsable de Schlumberger en Russie, M. Dijols, ancien de Houston, a rappelé que la Russie représentait 18% des réserves mondiales. 270 ventes aux enchères avaient été ouvertes en 2004 et l'Ouest de la Sibérie comptait d'immenses réserves inexploitées. Il ne fallait pas sous-estimer la capacité technologique de la Russie et Schlumberger fonde de grands espoirs sur le marché russe sur lequel il est présent depuis 1929. Enfin, H. van Lamoën, de la compagnie Shell a présenté les projets concernant le GNL à l'Ouest et au Nord de la Russie.

Un tel optimisme est apparu un peu surréaliste au moment où s'ouvrait à Houston le procès contre les conditions de la reprise de Yukos mais, interrogé sur ce point, les intervenants se sont contentés de commentaires polis pour souligner que les affaires continuaient...

Fait anecdotique mais suffisamment important pour être noté : seules les langues chinoise et russe étaient proposées en traduction simultanée.

⇒ Ouverture en Libye et crispation au Venezuela.

Le représentant d'Occidental Petroleum, John Morgan, s'est réjoui de la réouverture de la Libye, où sa compagnie a obtenu 9 des 15 blocs ouverts à la concurrence à la fin de l'année 2004.

A noter enfin, la présence à la séance d'ouverture de Ivan Orellana, directeur général des hydrocarbures au ministère vénézuélien de l'énergie et gouverneur auprès de l'OPEP, qui a tenu des propos très incisifs. Après avoir clairement indiqué qu'il ne fallait pas utiliser le pétrole en tant qu'instrument politique, il a souligné qu'il

convenait de réguler la production et d'assurer le meilleur retour sur investissement. Dans ces conditions, les dirigeants de PDVSA avaient décidé de réexaminer attentivement tous leurs actifs et n'hésiteraient pas à se séparer de ceux qui étaient les moins rentables. Et le représentant du Venezuela de déclarer, menaçant pour Citgo qui vient d'ouvrir de somptueux bureaux à Houston : « nous dépendons trop d'un marché, nous voulons nous en libérer et nous y sommes trop exposés ».

Le rachat du CERA par le groupe IHS basé à Denver en octobre dernier n'aura finalement pas modifié le format de cette semaine qui demeure véritablement un évènement incontournable pour les cadres dirigeants du secteur énergétique mondial et dont l'intérêt demeure tout autant dans les coulisses que lors des interventions.

Les débats qui se sont déroulés sur un fond d'optimisme et d'auto-satisfaction motivée par les bénéfiques records des compagnies du secteur, ont cependant confirmé que la scène énergétique mondiale était entrée dans une période de mutation clé de son histoire. Montée en puissance de la Chine et plus généralement de l'Asie, incertitudes russes, bouleversements des flux énergétiques, affirmation du rôle des pays producteurs et de leurs compagnies nationales, nouveau contexte de prix du pétrole et du gaz, préoccupations environnementales ou encore incertitudes géopolitiques sont autant d'éléments que les Américains et les Européens doivent prendre en compte pour assurer durablement la sécurité de leurs approvisionnements.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse de la Mission Economique de HOUSTON (adresser les demandes à houston@missioneco.org).

Clause de non-responsabilité

La ME s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication qui ne vise pas à délivrer des conseils personnalisés qui supposent l'étude et l'analyse de cas particuliers.



Auteur : Christophe Bélorgeot, Jérôme Rolland, Denis Simonneau et Bernard Riehl.
Mission Économique de Houston
Adresse :
777 Post Oak Blvd
Suite 600
HOUSTON, Texas 77056
ÉTATS-UNIS
Date de parution : 25 février 2005